

ARRETE

Article 1er - L'autorisation accordée par arrêté préfectoral n° 3153 du 19 novembre 1993 pour l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert d'argiles à silex, sur le territoire des communes de SAINT-LUPERCE et FONTAINE-LA-GUYON, au lieudit « Les Lasses », sur les parcelles cadastrées section ZI n° 1 et 2, section Z n° 159pp, 160pp, 161pp, 162, 163, n° 6, 8, 9, 11 à 14 pour une superficie totale autorisée de 27 ha 74a 99 ca et une superficie exploitable de 23 ha 30 a, aux Etablissements Fernand GENET, est transférée à la S.A.R.L; CARRIERES GENET-RASORI, dont le siège social est sis 5, rue Principale - 28190 MITTAINVILLIERS.

Article 2 - Le nouvel exploitant est tenu de se conformer aux prescriptions de l'arrêté n° 3153 du 19 novembre 1993 dont la validité expire le 19 novembre 2002.

Article 3 - La présente autorisation cessera de produire son effet si l'installation n'a pas été exploitée deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

Article 4 - Toute modification des conditions d'exploitation doit être portée à la connaissance de M. le Préfet d'Eure-et-Loir, avec tous les éléments d'appréciation.

Toute demande d'autorisation de changement d'exploitant devra être communiquée à M. le Préfet d'Eure-et-Loir, accompagnée des documents prévus à l'article 23-2 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977.

Article 5 - La notification de fin de travaux d'exploitation devra être adressée à M. le Préfet d'Eure-et-Loir six mois au moins avant la date d'expiration de l'autorisation. Le dossier comprendra un plan à jour des terrains d'emprise de l'installation ainsi qu'un mémoire sur l'état du site. Ce mémoire précisera les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976.

Article 6 - L'inobservation des conditions fixées par le présent arrêté pourront entraîner l'application des sanctions pénales et administratives prévues par la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976.

Article 7 - Le bénéficiaire de l'autorisation d'exploiter devra adresser à M. le Préfet d'Eure-et-Loir, au plus tard pour le **31 octobre 1998**, selon les modalités de l'arrêté du 10 février 1998 relatif à la détermination de garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées, un document attestant la constitution de garanties financières résultant de l'engagement écrit d'un établissement de crédit ou d'une entreprise d'assurance, les installations devant disposer de ces garanties financières à compter du 14 juin 1999.

Article 8 - La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a effet que dans la limite des droits de propriété du demandeur et des contrats de forage dont il est titulaire.

Elle est accordée sans préjudice de l'observation de toutes les législations et réglementations applicables notamment celles relatives à l'exploitation des carrières, aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, aux découvertes archéologiques, à la voirie des collectivités locales, et au travail.

Article 9 - Une copie du présent arrêté sera déposée en Mairie de SAINT-LUPERCE et de FONTAINE-LA-GUYON et pourra y être consultée. Le présent arrêté devra être affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

.../...

Le présent arrêté sera affiché en Mairie des Communes de SAINT-LUPERCE et FONTAINE-LA-GUYON pendant une durée minimum d'un mois.

Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins de chaque maire et transmis aux services préfectoraux.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet de l'Eure-et-Loir et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Article 10 - Le bénéficiaire de l'autorisation d'exploiter adressera au Préfet d'Eure-et-Loir une déclaration de début d'exploitation dès qu'ont été réalisés, en tant que de besoins, les aménagements du site suivants :

- * la mise en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté ;
- * la mise en place des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ; le cas échéant, des bornes de nivellement. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site ;
- * l'aménagement de l'accès à la voirie publique de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

Article 11 - Le Préfet d'Eure-et-Loir fera publier aux frais de l'exploitant, dans les quinze jours suivant la réception de la déclaration, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département, un avis annonçant le dépôt de la déclaration de début de l'exploitation.

Article 12 - Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Cette décision peut être déférée à la juridiction administrative.

- 1° par les demandeurs ou l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où ledit arrêté leur a été notifié ;
- 2° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, dans un délai de six mois à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au représentant de l'Etat dans le département.

Article 13 - Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure-et-Loir, M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement-Centre, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée au pétitionnaire et à MM. les Maires de SAINT-LUPERCE et FONTAINE-LA-GUYON.

FAIT à CHARTRES, le 28 avril 1998

POUR LE PREFET,
Le Secrétaire Général,

Evence RICHARD

POUR AMPLIATION
L'Attaché, chef de bureau

Paulette BAHON

